

Présentation :

Cette note mensuelle entre dans le cadre de la documentation sur les thèmes qui interpellent la CENTIF. Le principe est de parcourir la presse nationale, la presse internationale et l'Internet pour présenter les nouvelles publications. L'accent sera aussi mis sur l'actualité des CRF étrangères.

SOMMAIRE :

L'Espagne croule sous les billets de 500 euros.....	p2
Corée du Nord: Washington affirme que Macao a accepté de débloquer les fonds.....	p2
L'ex-argentier du régime de Slobodan Milosevic a été arrêté à Belgrade pour blanchiment.....	p3
Données bancaires transmises aux Etats-Unis : Swift prend des mesures.....	p5
La Russie fait la chasse aux banques douteuses	p5
Arrestations dans trois bureaux de change à Montréal.....	p6
Coup de filet contre les jeux illégaux au Brésil.....	p7
L'argent sale de la transition revient blanchi en Macédoine.....	p8
Transaction suspecte ou blanchiment d'argent ?: La Côte d'Ivoire perd des centaines de millions de francs dans le Golfe	p9
USA - Présentation du projet de loi sur les jeux d'argent en ligne.....	p10

L'Espagne croule sous les billets de 500 euros

L'Espagne est à la mode du violet. Ce n'est pas de mode vestimentaire qu'il s'agit. Non, ce violet là, on le trouve dans les poches et les portefeuilles. C'est le violet des coupures de 500 euros.

Des billets qui inondent l'économie du pays, affirme la Banque centrale espagnole. Quelques chiffres illustrent parfaitement la tendance : en février, les coupures de 500 représentaient 65% de l'argent en circulation. Ou encore. L'Espagne concentre près du quart des grosses coupures en circulation en Europe.

La preuve n'est plus à faire, reste à trouver la cause. L'inspection des Finances a ouvert une enquête sur cette vertigineuse multiplication. Les coupables pourraient bien se dénommer évasion fiscale et économie souterraine.

En Espagne, il est par exemple très courant de payer une partie d'une transaction immobilière en liquide. Aussi l'inspection des Finances estime que le secteur immobilier représente l'un des principaux refuges du blanchiment d'argent sale.

[En ligne] Disponible à l'URL :

<http://www.euronews.net/index.php?page=eco&article=416202&lng=2>

Corée du Nord: Washington affirme que Macao a accepté de débloquer les fonds

WASHINGTON - Les Etats-Unis ont affirmé mardi que les autorités de Macao avaient accepté de débloquer les fonds nord-coréens gelés dans une banque de ce territoire chinois à statut spécial, comme le veut un accord de février sur la dénucléarisation de la Corée du Nord.

"Ce qui compte, c'est qu'ils ont débloqué ces comptes et autorisé les titulaires de ces comptes à retirer les fonds", a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack.

"Le problème a été réglé, je pense, de l'avis de toutes les parties au négociations à six et nous verrons si les Nord-Coréens partagent cette opinion", a ajouté le porte-parole devant la presse.

Le Trésor américain avait fait état dans la nuit d'une solution en affirmant que les autorités de Macao étaient "prêtes à débloquer" les fonds.

Mais le gouvernement de Macao a ensuite publié sur son site internet un communiqué affirmant "attendre de toutes les parties concernées qu'elles parviennent aux arrangements appropriés et responsables".

Interrogé sur ce communiqué contredisant ses propos, M. McCormack a précisé que la porte-parole de l'Autorité bancaire de Macao, Wendy Au, avait fait ensuite une déclaration précisant que "les titulaires ou les parties autorisées peuvent venir à la banque et retirer ou effectuer des transactions avec leurs dépôts".

Le porte-parole a précisé que Mme Au avait ajouté que l'accord était "à effet immédiat".

Selon l'accord conclu en février dans le cadre de négociations multipartites avec la Chine, la Russie, le Japon, les Etats-Unis et la Corée du Sud, la Corée du Nord s'est engagée à fermer d'ici au 14 avril sa principale installation nucléaire, le site de Yongbyon, qui produit du plutonium, en échange d'une aide énergétique.

Mais Pyongyang a refusé d'agir avant de se voir effectivement restituer les 25 millions de dollars gelés, à la suite des accusations de blanchiment d'argent, dans une banque de Macao - territoire rétrocédé à la Chine par le Portugal en 1999, et maintenant région administrative à statut spécial, bénéficiant d'une large autonomie.

Une porte-parole de la Maison Blanche, Dana Perino, a parlé de "grand pas" vers la première étape de la dénucléarisation de la Corée du Nord et s'est dite confiante que Pyongyang utiliserait bien l'argent à des fins humanitaires.

"Au moment où la Corée du Nord approche de l'échéance (des 60 jours fixée pour fermer sa principale installation nucléaire), je pense que ce pas est un grand pas", a-t-elle dit.

Interrogée sur l'usage par Pyongyang des 25 millions, elle a jugé "important dans le contexte des discussions à six que (...) chacun agisse en toute bonne foi". "Nous avons reçu l'assurance que (cet argent) servira pour des raisons humanitaires et éducatives", a-t-elle dit.

Washington espère maintenant que la Corée du Nord va respecter son engagement à fermer son site nucléaire de Yongbyon d'ici à samedi.

"La balle est dans leur camp sur cette question", a-t-il déclaré.

Le porte-parole a cependant reconnu qu'avec seulement quatre jours restants avant l'expiration des 60 jours prévus, la fermeture du site de Yongbyon pourrait présenter des difficultés.

"On se heurte à la capacité technique de le faire en toute sécurité", a-t-il déclaré, refusant néanmoins d'évoquer un éventuel prolongement de la période prévue par l'accord.

"Nous verrons où nous en sommes samedi", s'est-il contenté de dire. "Tout le monde devrait agir de façon à respecter la date-limite".

Le négociateur américain aux discussions à six, Christopher Hill, se trouvait dans la région mardi, et pourrait rencontrer son homologue nord-coréen à Pékin d'ici la fin de la semaine, a indiqué M. McCormack.

(©AFP / 10 avril 2007 22h02)

[En ligne] Disponible à l'URL :

<http://www.romandie.com/infos/news2/070410182355.yk9ky9mb.asp>

L'ex-argentier du régime de Slobodan Milosevic a été arrêté à Belgrade pour blanchiment

L'un des hommes-clés du régime de Slobodan Milosevic, Mihajl Kertes, a été arrêté, vendredi 16 mars, et placé en détention pour trente jours à la prison centrale de Belgrade. L'ancien

grand argentier du régime est accusé par le procureur de la chambre spéciale de "crime organisé", d'abus de pouvoir et de blanchiment d'argent sale.

Le procureur vise aussi deux anciens vice-premiers ministres de Slobodan Milosevic, Nikola Sainovic, jugé pour crimes de guerre par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), et Jovan Zebic, décédé le 15 mars, deux jours après que le procureur a rendu ses conclusions. Pour le porte-parole du procureur de Belgrade, Tomo Zaric, l'arrestation de Mihajl Kertes "prouve à l'Europe que nous pouvons conduire de telles accusations".

Placé au coeur du système Milosevic par son ami d'enfance Jovica Stanisic, ancien chef de la police secrète inculpé par le TPIY, Mihajl Kertes a dirigé le service des douanes de mai 1994 jusqu'au lendemain de la chute de Slobodan Milosevic, le 6 octobre 2000. Mihajl Kertes a été auditionné plusieurs fois par les enquêteurs du TPIY. Il a également été condamné, en février à Belgrade, à deux ans et demi de prison pour son rôle dans un attentat perpétré en 1999 contre l'ex-ministre serbe des affaires étrangères Vuk Draskovic.

SYSTÈME DE PRÉDATION

L'un des experts du parquet au procès de Slobodan Milosevic, Morten Torkildsen, s'était notamment appuyé sur ses déclarations pour présenter un rapport détaillé du système de prédation mis en place par l'administration Milosevic. Une caisse noire permettait de remplir les poches des affidés du régime et de financer le Parti socialiste de Serbie. Surtout, elle avait permis au régime serbe de financer secrètement ses guerres de Croatie et de Bosnie-Herzégovine.

L'épargne en devises étrangères de la population et le produit des douanes avaient en effet été transférés vers des comptes à l'étranger, à Chypre notamment, où des sociétés écrans contournaient l'embargo imposé par les Nations unies en avril 1993.

Un premier procès, engagé par un homme d'affaires serbe, Predrag Djordjevic, s'est ouvert à Nicosie en juin 2006. Selon le quotidien Cyprus Mail, il pourrait éclabousser le cabinet d'affaires de l'actuel président chypriote, l'avocat Tassos Papadopoulos.

Lors de son audition devant la cour de Nicosie, l'ancien ministre de la justice de Serbie, Vladan Batic, qui a fait du retour de l'argent détourné par Milosevic son cheval de bataille, a déclaré que "l'administration Milosevic a expédié l'argent (des Serbes) dans des sacs et des valises".

Au total, le pillage de la Serbie par Slobodan Milosevic et ses hommes s'élèverait à 4 milliards de dollars.

Stéphanie Maupas

Le Monde du 21.03.07

[En ligne] Disponible à l'URL :

http://www.lemonde.fr/web/imprimer_element/0,40-0@2-3214,50-885394,0.html

Données bancaires transmises aux Etats-Unis : Swift prend des mesures

La société de transactions financières Swift, épinglée pour avoir transmis des données de clients européens aux Etats-Unis au nom de la lutte anti-terroriste, a pris des mesures perçues positivement par les autorités de protection des données, a-t-on indiqué jeudi.

"Les choses bougent dans le bon sens, elle semblent converger", a déclaré à l'AFP l'Américain Leonard Schrank, le PDG de Swift, une société internationale dont le siège est situé près de Bruxelles.

"Il y a un pas en avant, qui donne une forme de protection plus élevée pour les consommateurs", a de son côté affirmé Willem Debeuckelaere, le vice-président de la Commission belge de protection de la vie privée.

Fin novembre, cette commission belge et ses homologues européens avaient estimé que Swift avait enfreint le droit de la vie privée européen en transmettant des informations à caractère personnel aux autorités américaines.

Ces "données collectées pour une finalité bancaire" avaient été utilisées à une fin différente, à savoir la lutte contre le financement du terrorisme, notaient les agences européennes.

Swift, qui avait reconnu en juin avoir transmis un "nombre limité" de données aux autorités américaines dans le cadre de leur lutte anti-terroriste, était invitée à prendre "les mesures nécessaires pour remédier à l'illégalité actuelle".

Selon son PDG, la société, qui joue un rôle d'intermédiaire pour la plupart des transactions financières mondiales, a demandé aux autorités américaines de pouvoir suivre les règles du "Safe Harbor" --nom d'un système approuvé en 2000 entre les Etats-Unis et l'UE--, ce qui lui permettra de transférer des données tout en respectant les principes européens de respect de la vie privée.

AFP, le 29/03/07

[En ligne] Disponible à l'URL :

http://www.lesechos.fr/info/inter/afp_00033605.htm

La Russie fait la chasse aux banques douteuses

Cinq mois après l'assassinat de son vice-gouverneur, la Banque centrale veut accélérer l'assainissement du secteur qui compte 1200 établissements commerciaux.

La Banque centrale de Russie veut faire le ménage. Dans un pays comptant 1200 banques commerciales dont 80% des activités sont effectuées en fait par seulement les 200 premières, la priorité est de faire le tri parmi les nombreuses petites structures, au mieux branches financières de groupes industriels, aux pires organisations de blanchiment d'argent.

Pour accélérer les réformes, la Banque centrale souhaite, selon le quotidien financier Kommersant, amender la législation afin d'adopter des critères plus stricts définissant la notion de «réputation». Avec pour objectif: permettre aux autorités d'empêcher la nomination ou d'obtenir le licenciement de directeurs ne respectant pas ces critères et, à terme, retirer la licence des organisations jugées contrevenantes. Parallèlement, la Banque centrale prévoit de proposer aux banques d'envoyer dans leurs bureaux des observateurs afin de les aider à mieux se discipliner et gérer leurs risques.

Cette dernière mesure était l'une des réformes clefs envisagées par Andreï Kozlov, le vice-gouverneur de la Banque centrale assassiné en septembre dernier. Un meurtre qui avait été un

coup dur pour la lutte anti-corruption: réputé dans le secteur bancaire pour sa politique contre le blanchiment de l'argent, Andreï Kozlov était en charge de la révocation des licences des banques aux activités jugées frauduleuses. En 2006, les suspensions se sont multipliées, avec une nouvelle banque visée presque chaque semaine. Près de 5% des 1200 banques ont ainsi vu leur licence levée. Le mois dernier, la police a arrêté et placé en garde à vue Alexeï Frenkel, le patron d'une de ces petites banques fermées en raison de «violations répétées» des réglementations. Depuis sa cellule, il accuse désormais la Banque centrale de corruption. Se gardant de répondre directement à ces critiques, la Banque centrale s'efforce au contraire de montrer que sa politique anti-corruption se poursuit.

Ces réformes sont nécessaires dans un secteur encore très fragile, en vue notamment de l'entrée à l'Organisation mondiale du commerce. Faute d'un réseau sain de véritables banques, la Russie a en effet souffert jusque-là d'une insuffisance de fonds circulant dans l'économie et, par conséquent, de possibilités d'octroi de prêts. C'est pourtant un instrument crucial pour aider les PME et développer la classe moyenne qui, en grande partie grâce aux services des banques étrangères de plus en plus présentes dans les grandes villes du pays, découvre les avantages non seulement du recours aux cartes de crédit et à l'emprunt mais aussi des possibilités d'épargne. Actuellement, selon une récente étude, plus des deux tiers des Russes n'économisent pas.

L'une des principales raisons: le manque de confiance dans un système bancaire qui, au fil des multiples crises financières depuis la chute de l'URSS, a englouti, faute de compétences et de transparence, les maigres épargnes faites au début de la période de transition libérale. A terme, les réformes de la Banque centrale devraient donc directement concerner le public.

Benjamin Quénelle
Mercredi 7 février 2007
Le Temps, 2007

Arrestations dans trois bureaux de change à Montréal

Après des années de laisser-aller, l'heure du contrôle des bureaux de change a peut-être sonné à Montréal. Une opération d'infiltration a démontré que trois de ces officines dirigées par des ressortissants asiatiques se livraient à du blanchiment d'argent.

À voir le nombre de prévenus qui ont défilé en Cour du Québec au cours des deux derniers jours - hier seulement, il y en a eu 11 - il semble que l'enquête ait été fructueuse, mais la direction de la police de Montréal refuse d'en dévoiler le détail. «On ne voulait pas en parler», a simplement dit une adjointe du commandant Jimmy Cacchione, de la section des produits de la criminalité au SPVM. Quant aux relationnistes, ils se sont aussi butés au silence des enquêteurs.

Selon les dénonciations déposées au palais de justice de Montréal, la «frappe» s'est déroulée mardi dernier. Elles font état de l'arrestation de 12 personnes, pour la plupart d'origine chinoise ou vietnamienne. Le ministère public ne s'est pas opposé à la libération provisoire des prévenus, en autant qu'ils versent des cautionnements de 10 000 à 25 000 \$, qu'ils remettent leur passeport et qu'ils s'engagent jusqu'à la fin du processus judiciaire à ne plus gérer un bureau de change.

Grâce à un scénario soigneusement préparé, des agents doubles de la police de Montréal ont échangé de l'argent sale avec les tenanciers de trois bureaux de change. À deux endroits, ils se sont en outre fait offrir d'impressionnantes quantités de marijuana fabriquée localement. Selon des informations non confirmées, ils en ont saisi 40 kg. L'enquête s'est échelonnée sur six semaines, du 1er mars au 17 avril.

C'est un secret mal gardé que les bureaux de change sont des endroits prisés des narcotrafiquants. C'est d'ailleurs en enquêtant sur des distributeurs de marijuana que les policiers ont décidé de piéger les tenanciers des trois bureaux de change mis en accusation devant la juge Suzanne Coupal, hier.

Huu Nho Pham, 48 ans, de Montréal, et son fils Ngoc Dien Pham, 29 ans, de Longueuil, sont notamment inculpés de blanchiment d'argent et de trafic de cannabis. Même si le père parle et comprend un peu le français, un interprète leur a fait part du déroulement des procédures, en mandarin.

Comme dans bien des grandes villes, il y a eu à Montréal, depuis les années 80, une explosion du nombre de bureaux de change. Contrairement aux banques et aux autres établissements financiers, ils n'ont de comptes à rendre à personne, si ce n'est de déclarer les transactions en espèces de 10 000 \$ et plus. Dans certains pays d'Europe, il faut un permis spécial pour tenir un tel commerce. Le passé des propriétaires est passé à la loupe. Ils sont aussi soumis à des règles de pratique très strictes.

André Cédilot

La Presse, 20 avril 2007

[En ligne] Disponible à l'URL :

<http://www.cyberpresse.ca/article/20070420/CPACTUALITES/704200681/1019/CPACTUALITES>

Coup de filet contre les jeux illégaux au Brésil

Un vaste coup de filet contre les milieux des jeux illégaux au Brésil a abouti à l'incarcération vendredi (13 /04/2007) de 25 personnes dont des parrains des écoles de samba de Rio et des hauts responsables de la police et de la justice, a annoncé la police fédérale (PF).

Il s'agissait de démanteler tout un réseau de jeux illégaux et de blanchiment d'argent, dont les membres sont accusés également de corruption de fonctionnaires, de trafic d'influence et de recel. La police avait à exécuter 25 ordres d'écrou et 70 mandats d'arrêt.

Cette opération baptisée «ouragan» a été menée dans les États de Rio, de Sao Paulo (sud-est), de Bahia (nord-est) et dans le district fédéral de Brasilia. À Rio seul, 360 agents de la PF ont participé à la mise sous écrou de 23 personnes, a précisé la police.

«Le plus difficile a été de compter l'énorme quantité d'argent saisi et de le transporter» dans des véhicules blindés, a expliqué le commissaire Renato Porciuncula.

Le quotidien Folha de Sao Paulo avançait samedi le chiffre de six millions de reals (3 millions de dollars) pour les saisies. La cour du siège central de la police de Rio était garnie de 30 limousines de luxe confisquées.

Parmi les détenus transférés dans la nuit de vendredi à samedi de Rio à Brasilia pour présentation à la justice fédérale figurent Ailton Guimaraes, président de la Ligue des Ecoles de samba (Liesa), qui organise les défilés du carnaval de Rio, et Aniz Abrahao David, président d'honneur de l'école de Beija-Flor, championne du carnaval 2007.

D'autres parrains liés au carnaval et des patrons de loteries ou de jeux clandestins ont été arrêtés, mais aussi José Carreira Alvim, vice-président du 2e Tribunal régional de la justice fédérale, et Joao Leal, procureur général de la République.

L'avocat Virgilio de Oliveira Medina, frère d'un juge du Tribunal suprême de justice, Paulo Medina, a également été interpellé dans le cadre d'une enquête sur une sentence prononcée en août 2006 sur la restitution contre un pot-de-vin d'un million de reals (500 000 USD) de 900 machines à sous confisquées par la police de Rio. Ces machines sont interdites dans tout le Brésil.

Agence France-Presse, le 14/04/ 2007

[En ligne] Disponible à l'URL :

<http://www.cyberpresse.ca/article/20070414/CPMONDE/70414042/1014/CPMONDE>

L'argent sale de la transition revient blanchi en Macédoine

De 1997 à 2005, la Macédoine a accueilli 1,3 milliards d'euros provenant de paradis fiscaux. Cet argent est blanchi sous la forme d'investissements. Ces fonds seraient sortis de Macédoine durant la transition. Ils reviennent à présent que l'économie se stabilise.

Personne n'est capable de dire quelle somme d'argent est sortie de Macédoine durant la période de la transition et combien est entré dans le pays sous la forme d'investissements étrangers directs. Selon les données de la Banque Nationale de Macédoine, de 1997 à 2005, 1,3 milliards d'euros provenant de paradis fiscaux sont entrés en Macédoine. On peut supposer que la plus grande partie de cet argent, enregistré par la Banque Nationale dans la catégorie des investissements étrangers directs, est sortie de Macédoine durant la période de transition pour être à présent investie dans le pays.

Selon les experts, le climat des affaires est de plus en plus stable, entre autres en ce qui concerne le processus de privatisation. Cela crée des conditions favorables pour ceux qui ont fait sortir de l'argent du pays et qui désirent le faire revenir comme investissement vers leurs sociétés ou vers d'autres sociétés anonymes.

« L'argent vient de paradis fiscaux, dans lesquels toute trace de l'origine des fonds est cachées », explique un expert. Les paradis fiscaux sont des îles ou des États continentaux difficiles à trouver sur une carte géographique. En 2005 par exemple, 27 000 euros originaires de l'Ile de Man, entre l'Irlande et la Grande-Bretagne, sont entrés en Macédoine sous la forme de portefeuilles d'investissements. La circonférence de l'Ile est de 160 km. En 2004 et 2005, 168 millions d'euros issus des Antilles Néerlandaises (Caraïbes) sont entrés dans le pays. D'après un rapport de la CIA, l'activité principale de ces pays est la finance offshore.

Les données de la Banque Centrale sur les investissements étrangers permettent d'observer une multiplication du nombre des paradis fiscaux d'où proviennent des investissements à destination de la Macédoine. En 1997, seuls six paradis fiscaux étaient enregistrés comme sources d'investissement. En 2005, on en était à onze.

Pas de lutte légale sans volonté politique

Jusqu'ici, aucune recherche n'a été faite pour savoir quelle somme d'argent est sortie du pays, ni si cet argent revient sous la forme d'investissements. La Direction de la lutte contre le blanchiment d'argent ne donne aucune réponse à cette question.

« Nous constatons que la manière dont le système a été construit en Macédoine ne donne pas le pouvoir d'ingérence nécessaire pour empêcher ou pour suivre à la trace un phénomène de ce type. La plus grande partie de cet argent a probablement été transférée dans des pays d'où la Direction ne reçoit que des informations relatives aux fondateurs des sociétés offshore, et non aux comptes bancaires. Cela montre que dans cette forme élevée de crime organisé, il devait y avoir des hauts fonctionnaires d'État provenant du gouvernement SDSM », dit-on dans le cabinet du directeur de la lutte contre le blanchiment.

En réponse à ces accusations, le SDSM affirme que le gouvernement actuel est en état de confirmer ou infirmer l'ensemble des soupçons. Tout serait « dans les mains du VMRO-DPMNE et de ses partenaires de coalition ».

Selon les experts, la Loi sur la procédure pénale doit néanmoins être transformée pour rendre les recherches possibles. « La loi donne la possibilité de prendre des mesures pour suivre l'argent, mais seulement dans le cas où il y a un soupçon fondé par l'existence de preuves », explique un expert.

« Dans les pays développés, l'enquête suit la direction inverse : on observe d'abord la route de l'argent pour découvrir le crime », explique Slagjana Taseva, la directrice de l'organe officiel de lutte contre la corruption.

Les experts considèrent que s'il y a une volonté politique de traiter ce problème, une intervention législative pourra permettre de suivre la route des transactions.

Par Ida Protuger, traduit par Ivana Magdenoska

Publié dans la presse : 31 mars 2007

Mise en ligne : lundi 9 avril 2007

[En ligne] Disponible à l'URL :

<http://balkans.courriers.info/article8072.html>

Transaction suspecte ou blanchiment d'argent ? : La Côte d'Ivoire perd des centaines de millions de francs dans le Golfe

Des transactions financières suspectes impliquant notre pays, ses dirigeants, ses représentations diplomatiques à l'étranger et certaines organisations aux individus aux activités douteuses ont souvent défrayé la chronique sous le régime de la refondation. Depuis hier, "Le Nouveau Réveil" est tombé sur les traces d'une autre opération du genre, aussi

cocasse que suspecte. Au centre de laquelle se trouve notre nouvel ambassadeur accrédité auprès de la République Islamique d' Arabie Saoudite. Dans une correspondance datée du 11 février 2007, SE Hamza Sallah, ambassadeur de Côte d'Ivoire à Ryad écrit à M. Emad Saba, responsable d'une compagnie basée à Dubaï, la African United Holding Co pour lui transmettre un message bien codé. Dans ledit message notre diplomate exprime toute sa gratitude à l'homme d'affaires en question pour le transfert effectif de 250.000 dollars US dans les comptes de l'ambassade. Seulement SE Hamza Sallah se garde bien de préciser l'objet d'une telle transaction financière, de dire pourquoi un opérateur économique basé à Dubaï a décidé de transférer l'équivalent de 125 millions de FCA dans les comptes de la représentation diplomatique ivoirienne à Ryad. Mais la suite de la correspondance va accroître la confusion autour de cette opération suspecte. Notre ambassadeur rappelle en effet au destinataire de son courrier quelques termes de leur arrangement occulte "comme vous le savez, il reste encore 800.000 dollars américains à rembourser à l'Etat ivoirien". Il y a donc manifestement l'argent du contribuable ivoirien qui se promène quelque part dans ce pays du Golfe. Mais pour quelle raison ? Quels sont les dessous de cette affaire ? Est-ce le ministère de l'Economie et des finances qui a donné mandat à notre diplomate de jouer ce rôle d'agent de recouvrement de la dette extérieure ? Mystère. Mais apparemment, l'affaire n'est pas simple, une tierce personne qui s'invite dans l'opération fait des difficultés pour s'exécuter. " L'agence Al Rawa que j'ai contactée à Djedah m'a fait savoir qu'elle ne remboursera cette somme que si vous lui réglez une dette que vous lui devez", fait remarquer SE Hamza Sallah, frère de l'avocat "patriote" Me Hamza. Il fait enfin observer à l'homme d'affaires de Dubaï que l'Etat ivoirien n'étant pas concerné par " le problème" qui l'oppose à l'Agence de Djedah, les autorités (?) ivoiriennes exigent le remboursement des 800.000 dollars dans les plus brefs délais. C'est donc la bagatelle de 1,05 million de dollars américains qui sont dus à notre pays et qui risquent de ne jamais être remboursés. Le pire, c'est que seuls quelques initiés savent les dessous de cette opération, pourquoi l'homme d'affaires de Dubaï doit-il autant d'argent à notre trésor public ? Et si ces 1, 05 millions de USD ne sont que la face visible de l'iceberg ?

Nous avons, dans le souci d'élucider cette affaire, essayé de rentrer en contact avec notre Ambassadeur à Ryad. Sans succès.

Akwaba Saint Clair

vendredi 27 avril 2007

[En ligne] Disponible à l'URL :

<http://www.lenouveaureveil.com/a.asp?n=247624&p=1608>

USA - Présentation du projet de loi sur les jeux d'argent en ligne

Détails du projet de loi sur les jeux d'argent online aux USA. Bien que ce ne soit qu'un projet de loi, on ne peut que se réjouir d'une telle avancée en la matière. En effet au delà de la simple considération financière c'est bien la protection des joueurs de casino virtuel ou de poker en ligne qui est au centre du débat .Tout en préservant la liberté de chaque Etats , Franck Barney fait souffler un vent d'espoir sur l'industrie des jeux en ligne et les nombreux joueurs fidèles et passionnés .

Bien que de nombreux éclaircissements doivent être apportés, et que nombreux commentaires positifs ou négatifs seront fait par les défenseurs et les détracteurs de ce nouveau projet de loi , voici les points principaux abordés dans le projet de régulation :

Les conditions d'acquisitions d'une licence Comment le gouvernement américain s'assurera-t-il que des mesures de protections appropriées pour les consommateurs sont mises en place si cette loi est adoptée ? C'est très simple aucun demandeur ne devrait recevoir de licence sans que les conditions suivantes en ce qui concerne n'importe quel jeu d'argent ou paris sportif ne soit remplis.

Les opérateurs souhaitant obtenir une licence de jeux devront fournir un relevé complet des comptes financiers, ainsi que les documents inhérent à la structure et aux actionnaires de la société .De plus ces sociétés doivent accepter d'être assujettit à la loi des Etats-Unis et donc respecter les lois applicables sur le territoire dans ce domaine

Aucun permis ne sera attribué aux demandeurs de licences déjà condamné pour blanchiment , fraude , ou violation antérieur aux lois concernant les jeux d'argent et autres lois financières. Les autorisations seront accordé par le l'agence FINCEN (Financial Crimes Enforcement Network) rattaché au Trésor américains.

Chaque licencié devra mettre en place des mesures pour empêcher l'accès aux joueurs n'ayant pas l'âge légal et s'assurer de la protection des joueurs compulsifs. Des mécanismes assurant que toutes les taxes et charges sont bien collectées auprès des personnes comme des sociétés licenciées devront être mis en œuvre. Ces derniers doivent également surveiller les transactions financière afin de lutter contre le blanchiment d'argent. Enfin chaque licencié devra vérifier que les individus plaçant un pari ou achetant des jetons dans un casino en ligne, est physiquement localisé dans une juridiction autorisant les jeux d'argent en ligne

Les mesures de protections des jouers de casino et de poker en ligneUne régulation des jeux d'argent normaliserait pour la première fois des questions essentielles sur la protection des consommateurs face aux jeux d'argent en ligne. Dans un système ou la prohibition est reine ni les problèmes de jeux compulsifs, ni les problèmes d'accès aux mineurs ne sont réglés.

En effet la loi, combinée avec les nouvelles technologies, peut ainsi établir un système de contrôle efficace pour bloquer l'accès aux enfants et aux joueurs pathologiques. Mais comment imposer ces restrictions ? La technologie existante permet d'imposer des conditions aux clients qui se connectent chez un opérateur officiel .Par exemple le client peut se voir demander lors de son inscription ,des informations telles que son nom , son adresse , sa date de naissance , son numéro de téléphone et une copie d'un document d'identité tels que le permis de conduire ou la carte de sécurité sociales . C'est le reflet exact de la politique Kyc (Know Your Customer) appliqué par le système bancaire

Se pose ensuite la question de l'identification des joueurs compulsifs. Un certains nombres de techniques peuvent être mise en place ici encore. On peut imaginer un système limitant les sommes pouvant être parié, l'utilisation de bases de données publiques recensant les joueurs compulsifs. Les clients pourrait aussi être ajouté a cette liste a leur demande. Les transactions quotidiennes peuvent également être limitées par l'opérateur ou la compagnie chargée des opérations financières (banque)

En cas de mouvement financier conséquent ou anormaux de la part d'un joueur, le compte pourrait être gelé en attendant une demande d'informations complémentaire.

Comment s'assurer de l'intégrité des transactions financières ? Une licence gouvernementale et un cadre légal vont-ils suffire à se protéger de la fraude financière et en particulier du

blanchiment d'argent. Pour opérer un casino en ligne ou une salle de poker devra ouvrir un compte en banque société au sein d'un établissement financier qui applique déjà la politique du KYC (connaître son client en français). La traçabilité des fonds est donc considérablement augmenté puisque l'établissement bancaire en connaît les origines. Toutes les transactions entrantes et sortantes peuvent être vérifiées et couplées avec les fichiers existants dans la lutte contre le blanchiment d'argent ou les activités terroristes.

Afin de protéger la fraude marchande (fraude à la carte bancaire par exemple) des mesures de sécurités additionnelles peuvent être mise en place. Les établissements financiers pourraient par exemple s'engager à rembourser un client lésé pendant une période donnée. Par conséquent, n'importe quelle réclamation concernant l'utilisation d'une carte de crédit non autorisée déboucherait sur un remboursement automatique.

L'application de la loi dans les différents Etats et Tributs indiennes Chaque Etat ou tributs pourra choisir d'adhérer ou non à cette nouvelle loi .Par conséquent les réglementations en places et propres à chaque Etat resteront en place, si ce dernier choisit de ne pas appliquer la loi fédérale

Pour protéger le droit des tribus indiennes et des Etats dans leur réglementation des activités de jeu dans la limite de leur frontière respectives, ces derniers pourront interdire des activités de jeu d'argent en ligne ou imposer des limites à divers types d'activités.

En utilisant la localisation de l'adresse ip du consommateurs et en le comparant aux informations requises lors de son inscription il est possible d'identifier sa localisation 99% du temps .Par conséquent un joueur se connectant à partir d'une Etat n'autorisant pas le jeu en ligne , verra sa transaction bloqué.

[En ligne] Disponible à l'URL :
<http://www.blog-jeux.com/detailsloicasinoenligneusa270407>
